



RWANDA

Superficie totale : 26 338 km²

Population : 11 M d'habitants

Densité : 419,7 hab/km²

Superficie forestière : 2 194 km²

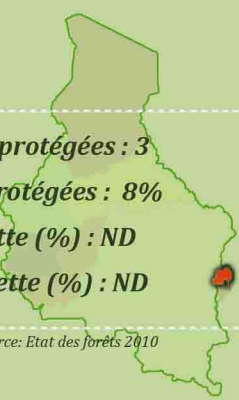
Nombre d'aires protégées : 3

Part des aires protégées : 8%

Dégradation nette (%) : ND

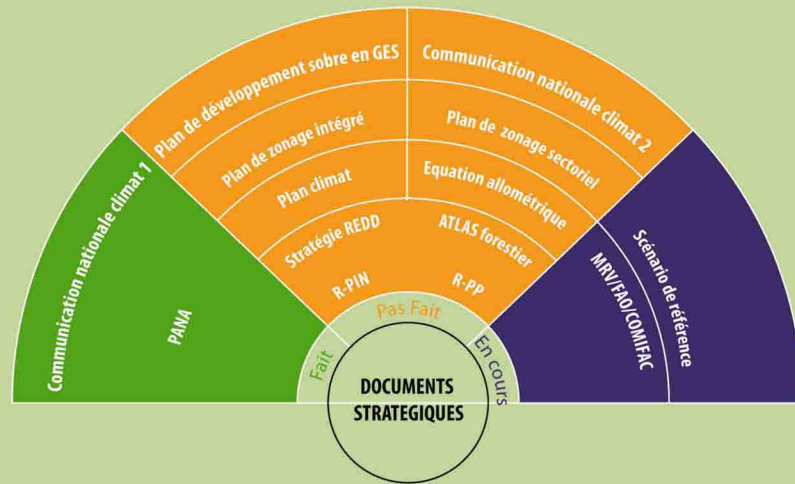
Déforestation nette (%) : ND

Source: Etat des forêts 2010



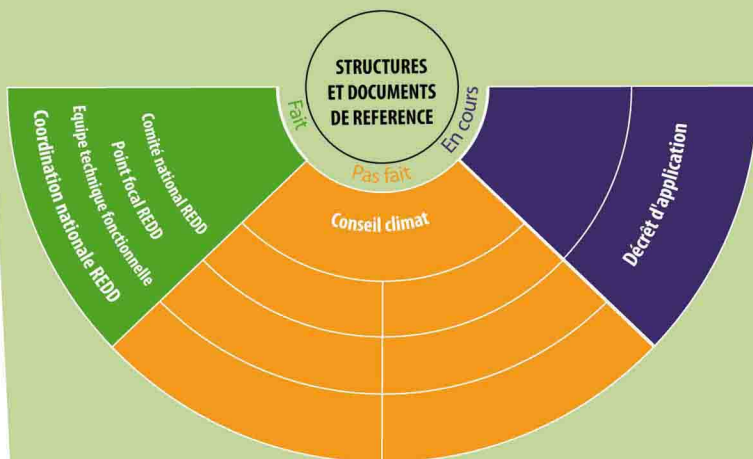
1- INTÉGRATION DE LA STRATÉGIE REDD+ DANS LA STRATÉGIE NATIONALE

Le Rwanda dispose d'un faible couvert forestier. Il est à mi-parcours entre la phase préliminaire et la phase 1. 7 projets sont envisagés à travers le PANA (2006, FEM/PNUE). Le pays ambitionne d'atteindre un taux de reforestation de 30% du territoire national d'ici 2020. La communication nationale initiale a également été financée par FEM/PNUE. Son «report Carbon policy» est en cours de validation.



Stratégie et vision nationales de la REDD+ La stratégie du Rwanda se résume dans la Vision 2020 : une vision du développement durable d'un pays transformé à travers un environnement économique durable à taux de carbone bas.

2- PRISE EN COMPTE DU PROCESSUS REDD+ AU SEIN DES INSTITUTIONS NATIONALES



Il existe une loi régissant le REMA (Rwanda Environment Management Authority), structure en charge des questions environnementales. On perçoit un niveau d'appropriation assez significatif. En outre, la société civile s'implique davantage dans la prise de décisions.

Structure organisationnelle en charge des questions REDD+ Le Ministère des ressources naturelles qui renferme le Comité National REDD est en charge des questions liées au REDD.



RWANDA



3- DIMENSION OPERATIONNELLE DU PROCESSUS REDD+

Etudes/réalisations

Entre autres études on peut citer:

*Le «Report Rwanda position on climate change 2009»;
Implementation strategy and guidelines (REMA, 2010).*

Cibles et modes opératoires

Le projet pilote de réduction de la vulnérabilité du secteur énergie aux impacts a été financé par CC-UNEP/GEF.

Le projet KWAMPU a été financé par le FIDA.

Dans l'ensemble, les modes de collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers (Belgique, Pays Bas) sont acceptables.

Besoins de financements non satisfaits

Des besoins en ressources humaines qualifiées et en logistique sont exprimés. Par ailleurs, les textes et lois sont dépassés. Les besoins identifiés sont estimés à 8,11 M\$ ceci pour la réalisation des 7 projets PANA.

Difficultés de fonctionnement du processus REDD+

Le manque de capacités techniques pour l'élaboration de projets banca- bles en lien avec la REDD+ peut être considéré comme une entrave à l'évolution du processus.